



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 77.138/4
du 18 novembre 2024

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale
'transposant partiellement la
directive (UE) 2022/2041 du
Parlement européen et du
Conseil du 19 octobre 2022
concernant les salaires
minimaux adéquats dans
l'Union européenne'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 77.138/4
van 18 november 2024

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende de
gedeeltelijke omzetting van
richtlijn (EU) 2022/2041 van
het Europees Parlement en de
Raad van 19 oktober 2022
betreffende toereikende
minimumlonen in de Europese
Unie'

Le 21 octobre 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'transposant partiellement la directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 concernant les salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 novembre 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Ahmed TIOURIRINE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 novembre 2024.

*

Op 21 oktober 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit 'van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2022/2041 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende toereikende minimumlonen in de Europese Unie'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 november 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ahmed TIOURIRINE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 november 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Seules les formalités préalables à caractère obligatoire doivent faire l'objet d'un visa, les formalités facultatives pouvant être mentionnées dans des considérants. Les alinéas 15 à 18 seront revus en conséquence ¹⁻².

DISPOSITIF

Article 2

1. L'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : le « statut SPRB ») a été modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2023. Il en sera fait mention dans la phrase liminaire.

¹ Avis 76.764/4 donné le 10 juillet 2024 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale concernant la sélection et évaluation des mandataires » et particulièrement la note n° 2 selon laquelle :

« Tel est le cas de l'avis du Conseil de gestion d'Actiris, conformément à l'article 18 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 'portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi'. Voir, en ce sens, l'avis 74.434/4 donné le 4 octobre 2023 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 2023 'portant modification (1) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles, (2) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles, (3) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale et (4) de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' ».

² En ce qui concerne l'alinéa 17 du préambule, la section de législation observe que l'article 104 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 'portant le Code bruxellois du Logement' ne comporte pas d'obligation de consultation du conseil d'administration de la Société du Logement. L'article 40 de l'ordonnance du 17 juillet 2003, évoqué par le délégué du Ministre, ne contient pas non plus une telle obligation.

2. L'article 2, § 1^{er}, 16°, en projet, définit la notion de « rétribution garantie » alors que la notion de « rétribution » est définie subséquentement, par l'article 352, § 1^{er}, du statut SPRB.

Dans un souci de sécurité juridique, mieux vaudrait définir la notion de « rétribution » avant de définir celle de « rétribution garantie ».

Article 3

1.1. L'article 352, § 6, alinéa 2, en projet du statut SPRB énonce :

« À l'occasion de [la] réévaluation [prévue à l'alinéa 1^{er}], le comité commun à l'ensemble des services publics, visé à l'article 3, § 1^{er}, [alinéa 1^{er},] 3°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, rend un avis au ministre de la Fonction publique ».

Ainsi formulé, le dispositif en projet impose au comité commun à l'ensemble des services publics visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 19 décembre 1974 (le « comité A ») de rendre un avis au ministre bruxellois de la Fonction publique.

Ce faisant, le dispositif en projet crée une obligation dans le chef d'un organe de concertation syndicale relevant de la compétence de l'autorité fédérale aux termes de l'article 87, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'. Or, la Région de Bruxelles-Capitale ne peut, sans méconnaître le principe de l'autonomie respective de l'autorité fédérale et des entités fédérées, imposer unilatéralement une telle obligation à l'autorité fédérale³.

1.2. Il apparaît toutefois que le dispositif en projet ne correspond pas à l'intention poursuivie.

³ Voir par exemple l'avis 75.110/2 donné le 27 février 2024 sur un avant-projet devenu la loi du 2 juin 2024 'modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' et la loi du 16 juin 2024 'modifiant la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité', *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 3938/001, pp. 65-90, l'observation n° 2 sur la compétence ; l'avis 75.598/4 donné le 17 avril 2024 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon « relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d'accueil de la petite enfance », l'observation générale n° 1. Concernant l'obligation de conclure un accord de coopération si des entités fédérées veulent confier des missions à un organe fédéral, voir par exemple l'avis 75.099/4 donné le 15 janvier 2024 sur un avant-projet devenu la loi du 18 mai 2024 'portant assentiment à l'accord de coopération du 21 mars 2024 entre l'État fédéral et la Communauté française relatif à la reconnaissance de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité et de la Caisse des soins de santé de HR Rail en qualité d'organismes assureurs de la Communauté française, et au contrôle des organismes assureurs de la Communauté française par l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités', *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 3929/001, pp. 7-22, ainsi que sur un avant-projet de décret de la Communauté française ayant le même objet, l'observation sur la compétence.

Interrogé quant au choix de la date du 1^{er} novembre 2024 pour l'entrée en vigueur du texte en projet, le délégué du Ministre a répondu :

« Le caractère adéquat de la rétribution annuelle garantie dont question est réévalué tous les quatre ans à partir du 1^{er} novembre 2024. La date du 1^{er} novembre 2024 est ainsi identique à celle visée au niveau fédéral, càd à l'article 2 de l'arrêté royal du 10-07-2024 modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des services publics fédéraux, l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, et l'arrêté royal du 3 juillet 2005 fixant les droits minimaux au sens de l'article 9bis, § 5, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, transposant la directive 2022/2041. Cela permet ainsi à la Région de Bruxelles-Capitale de réévaluer en même temps que le gouvernement fédéral l'adéquation des salaires minimaux légaux, étant donné que le gouvernement bruxellois utilisera le même avis du Comité A. En effet, le comité commun à tous les services publics (comité A) remet un avis préliminaire dans le cadre de cet examen périodique quadriennal. Or, la compétence de ce comité ne se limite pas au seul niveau fédéral, mais s'étend à tous les services publics, y compris donc à la Région de Bruxelles-Capitale. Par conséquent, le ministre de la Fonction publique de la Région de Bruxelles-Capitale sera automatiquement informé de l'avis remis par le Comité A ».

Il ressort de cette réponse que l'auteur du projet n'entend pas imposer au comité A l'obligation de rendre un avis distinct de celui adressé à l'autorité fédérale.

Si l'intention poursuivie est de prévoir la prise en compte, par l'autorité compétente, d'un avis existant, rendu conformément à la législation fédérale, le dispositif doit être reformulé en ce sens.

1.3. La disposition sera revue ou, le cas échéant omise, afin de respecter les règles répartitrices de compétences entre l'autorité fédérale et les entités fédérées.

2. À l'article 352, § 6, alinéa 2, en projet, la désignation du ministre que porte la disposition examinée devant perdurer dans le temps, il y a lieu de désigner non pas le ministre individuellement par référence à l'intitulé de la compétence dont il est investi actuellement, mais de désigner celui qui a et qui aura en charge la matière visée : dans la version française, les mots « au ministre de la Fonction publique » seront dès lors remplacés par les mots « au ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions ».

3. Ces observations valent pour l'article 5 du projet.

Article 4

1. L'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' (ci-après : le « statut OIP ») a été modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2023. Il en sera fait mention dans la phrase liminaire.

2. L'article 2, § 1^{er}, 17^o, en projet, définit la notion de « rétribution garantie » alors que la notion de « rétribution » est définie subséquemment, par l'article 346, § 1^{er}, du statut OIP.

Dans un souci de sécurité juridique, mieux vaudrait définir la notion de « rétribution » avant de définir celle de « rétribution garantie ».

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In een aanhefverwijzing horen enkel verplichte voorafgaande vormvereisten te worden vermeld. Facultatieve vormvereisten kunnen worden vermeld in overwegingen. Het vijftiende tot het achttiende lid moeten dienovereenkomstig worden herzien.¹⁻²

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Artikel 2, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (hierna: het “GOB-statuu”t) is gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 februari 2023. Dat moet in de inleidende zin worden vermeld.

¹ Advies 76.764/4 van 10 juli 2024 over een ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering “tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende de selectie en evaluatie van mandaathouders”, en in het bijzonder voetnoot 2, die als volgt luidt: “Dat geldt voor het advies van het beheerscomité van Actiris, overeenkomstig artikel 18 van de ordonnantie van 18 januari 2001 ‘houdende organisatie en werking van Actiris’. Zie in die zin advies 74.434/4 van 4 oktober 2023 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 2023 ‘tot wijziging van (1) het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (2) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel, (3) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en (4) van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.”

² Wat het zeventiende lid van de aanhef betreft, merkt de afdeling Wetgeving op dat artikel 104 van de ordonnantie van 17 juli 2003 ‘houdende de Brusselse Huisvestingscode’ niet voorschrijft dat de raad van bestuur van de huisvestingsmaatschappij wordt geraadpleegd. Artikel 40 van de ordonnantie van 17 juli 2003, dat de gemachtigde van de minister ter sprake brengt, bevat evenmin een dergelijke verplichting.

2. Het ontworpen artikel 2, § 1, 16°, geeft een definitie van het begrip “gewaarborgde bezoldiging”, terwijl het begrip “bezoldiging” pas later wordt gedefinieerd, namelijk in artikel 352, § 1, van het GOB-statuuut.

Omwille van de rechtszekerheid zou men eerst het begrip “bezoldiging” moeten definiëren en pas daarna het begrip “gewaarborgde bezoldiging”.

Artikel 3

1.1. Het ontworpen artikel 352, § 6, tweede lid, van het GOB-statuuut luidt als volgt:

“Ter gelegenheid van [de] herbeoordeling [zoals voorzien in het eerste lid], brengt het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, bedoeld in artikel 3, § 1, [eerste lid,] 3° van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, advies uit aan de minister bevoegd voor Openbaar Ambt.”

Zoals het ontworpen dispositief is geformuleerd, bevat het de verplichting voor het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 3°, van de wet van 19 december 1974 (het “comité A”), de Brusselse minister bevoegd voor Openbaar Ambt van advies te dienen.

Het ontworpen dispositief creëert zodoende een verplichting voor een orgaan van vakbondsoverleg, hetgeen luidens artikel 87, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ een federale bevoegdheid is. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan de federale overheid zo’n verplichting echter niet eenzijdig opleggen zonder voorbij te gaan aan het beginsel dat de federale overheid en de deelstaten ten opzichte van elkaar autonoom zijn.³

1.2. Het ontworpen dispositief blijkt echter niet te stroken met het nagestreefde doel.

³ Zie bijvoorbeeld advies 75.110/2 van 27 februari 2024 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 2 juni 2024 ‘houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie, de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten, veiligheidsadviezen en de publiek gereguleerde dienst en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’ en tot de wet van 16 juni 2024 ‘houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’, *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 3938/001, 65-90, opmerking 2 over de bevoegdheid; advies 75.598/4 van 17 april 2024 over een ontwerp van besluit van de Waalse Regering “relatif au subventionnement des infrastructures et des équipements des milieux d’accueil de la petite enfance”, algemene opmerking 1. Zie met betrekking tot de verplichting een samenwerkingsakkoord te sluiten indien de deelstaten opdrachten willen verlenen aan een federaal orgaan, bijvoorbeeld advies 75.099/4 van 15 januari 2024 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 18 mei 2024 ‘tot instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2024 tussen de Federale Staat en de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van de Hulpkas voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering en de Kas der Geneeskundige Verzorging HR Rail als verzekeringsinstellingen van de Franse Gemeenschap, en betreffende het toezicht op de verzekeringsinstellingen van de Franse Gemeenschap door de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen’, *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 3929/001, 7-22, en over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap met dezelfde strekking, opmerking over de bevoegdheid.

Op de vraag waarom 1 november 2024 is gekozen als datum van inwerkingtreding van de ontworpen tekst heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Le caractère adéquat de la rétribution annuelle garantie dont question est réévalué tous les quatre ans à partir du 1^{er} novembre 2024. La date du 1^{er} novembre 2024 est ainsi identique à celle visée au niveau fédéral, càd à l'article 2 de l'arrêté royal du 10-07-2024 modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des services publics fédéraux, l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, et l'arrêté royal du 3 juillet 2005 fixant les droits minimaux au sens de l'article 9bis, § 5, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, transposant la directive 2022/2041. Cela permet ainsi à la Région de Bruxelles-Capitale de réévaluer en même temps que le gouvernement fédéral l'adéquation des salaires minimaux légaux, étant donné que le gouvernement bruxellois utilisera le même avis du Comité A. En effet, le comité commun à tous les services publics (comité A) remet un avis préliminaire dans le cadre de cet examen périodique quadriennal. Or, la compétence de ce comité ne se limite pas au seul niveau fédéral, mais s'étend à tous les services publics, y compris donc à la Région de Bruxelles-Capitale. Par conséquent, le ministre de la Fonction publique de la Région de Bruxelles-Capitale sera automatiquement informé de l'avis remis par le Comité A.”

Uit dat antwoord blijkt dat de steller van het ontwerp het comité A niet wil verplichten een advies uit te brengen dat losstaat van het advies dat aan de federale overheid is gericht.

Als het de bedoeling is dat de bevoegde overheid rekening houdt met een bestaand advies dat werd uitgebracht overeenkomstig de federale wetgeving, moet de bepaling in die zin worden geherformuleerd.

1.3. De bepaling moet worden herzien, of in voorkomend geval worden weggelaten, om te voldoen aan de regels inzake de bevoegdheidsverdeling over de federale overheid en de deelstaten.

2. Daar het de bedoeling is dat de aanwijzing van de minister in het ontworpen artikel 352, § 6, tweede lid, een permanent karakter heeft, hoort de minister niet individueel te worden aangewezen met een verwijzing naar de benaming van de bevoegdheid die hij momenteel bekleedt, maar dient de minister te worden aangewezen die bevoegd is en zal zijn voor de beoogde aangelegenheid. In de Franse tekst moeten de woorden “au ministre de la Fonction publique” dan ook worden vervangen door de woorden “au ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions”.

3. Deze opmerkingen gelden ook voor artikel 5 van het ontwerp.

Artikel 4

1. Artikel 2, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (hierna: het “ION-statuut”) is laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 februari 2023. Dat moet in de inleidende zin worden vermeld.

2. Het ontworpen artikel 2, § 1, 17°, geeft een definitie van het begrip “gewaarborgde bezoldiging”, terwijl het begrip “bezoldiging” pas later wordt gedefinieerd, namelijk in artikel 346, § 1, van het ION-statuut.

Omwille van de rechtszekerheid zou men eerst het begrip “bezoldiging” moeten definiëren en pas daarna het begrip “gewaarborgde bezoldiging”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO